

ARRET N° 510 du 25 juillet 2017

Dossier : 826/14-CU

**SENTENCE ARBITRALE – COMPOSITION**

*« La composition d'une sentence arbitrale non conforme aux exigences de la loi 2006 – 031 est irrégulière, entraînant la nullité de la sentence ».*

R.J.M

C/

R.A.S ; R.J

**REPUBLIQUE DE MADAGASCAR**

**COUR DE CASSATION**

**CHAMBRE CIVILE COMMERCIALE ET SOCIALE**

La Cour de Cassation, Chambre civile commerciale et sociale, en son audience publique ordinaire du mardi vingt cinq juillet mille dix-sept, tenue au palais Justice à Anosy a rendu l'arrêt dont la teneur suit :

**LA COUR**

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

Statuant sur le pourvoi de R.J.M, domicilié au lot [Adresse 1], ayant pour conseil Maître Falilalao RAJASINELINA, avocat, contre le jugement n° 223 du 22 juillet 2014 du Tribunal de Première Instance d'Ambatolampy, rendu dans le litige l'opposant à R.A.S et R.J ;

Vu les mémoires en demande et en défense ;

Sur le deuxième moyen de cassation pris de la violation de l'article 12 alinéa 4 de la loi 2006.031 du 24 novembre 2006 fixant le régime juridique de la propriété foncière privée non titrée en ce que le Tribunal de Première Instance d'Ambatolampy s'est bornée à constater la sentence arbitrale n° 06/2014/SA composée de deux personnes, rendue le 22 mai 2014 alors que la loi 2006.031 susmentionnée exige la composition de la sentence arbitrale à trois personnes dont le président et 2 conseillers ;

Vu les textes de loi visés au moyen ;

Attendu ainsi qu'il ressort des pièces du dossier qu'en l'espèce la sentence arbitrale n'a été signée que par deux personnes, ayant signé l'acte ;

Attendu que cette sentence a été prise par deux personnes et ainsi n'est pas conforme aux exigences de l'article 12 de la loi 2006.031 prescrit à peine de nullité la composition irrégulière du conseil communal ;

Attendu que de par cette composition irrégulière, le jugement entrepris l'ayant ignoré, ne peut qu'être cassé et ce sans qu'il soit besoin de statuer sur le premier moyen soulevé ;

**PAR CES MOTIFS**

**CASSE ET ANNULE** le jugement n° 223 du 22 juillet 2014 du Tribunal de Première Instance d'Ambatolampy ;

Renvoie la cause et les parties devant la même juridiction, autrement composée ;

Ordonne la restitution de l'amende consigné ;

Condamne le défendeur aux dépens.

Ainsi jugé et prononcé par Cour, Chambre les jour, mois et an que dessus.

Où étaient présents :

Messieurs et Mesdames

- RAKETAMANGA Odette, Président de Chambre, Président ;

- RALANTOMAHEFA, Conseiller - Rapporteur ;

- RAFENOMANANIONY Eliana Blandine, Conseiller, RAZAFINDRAMARO Haja Jacqueline, Conseiller, RAZAIARISOA Zafimanitra Vololonirina J., Conseiller, tous membres ;

- WILLIAM Odon Jacques, Avocat Général ;

- TAFARA Elyssère Rakotonindrainy ;

La minute du présent arrêt a été signée par le Président, le Rapporteur et le Greffier.